



Commission de
la santé mentale
du Canada

Mental Health
Commission
of Canada

Webinaire sur le coût élevé de la vie et la santé mentale

Questions de suivi et réponses



This document is available in English.

Informations concernant la citation

Citation suggérée : Commission de la santé mentale du Canada (2024). Webinaire sur le coût élevé de la vie et la santé mentale : Questions de suivi et réponses

<https://commissionsantementale.ca/>

© 2024 Commission de la santé mentale du Canada

Les points de vue exprimés dans le présent document représentent uniquement ceux de la Commission de la santé mentale du Canada.

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Canada



Les points de vue présentés ici représentent uniquement les points de vue de la Commission de la santé mentale du Canada. Le présent matériel a été produit grâce à la contribution financière de Santé Canada.

Remerciements

Le siège social de la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) est situé sur le territoire traditionnel non cédé de la Nation algonquine anishinaabe, dans ce que nous appelons aujourd'hui Ottawa, en Ontario. En tant qu'organisme national, nous reconnaissons également que nous exerçons nos activités sur les territoires traditionnels de nombreuses Nations. Nous tenons à rendre hommage à leur rôle de gardien ainsi qu'à leurs sacrifices, et nous nous engageons à contribuer à bâtir une relation nouvelle et respectueuse avec les Premières Nations.

Questions de suivi et réponses

1. Que peut-on faire de plus pour les personnes âgées en ce qui concerne la santé mentale et les déterminants sociaux de la santé, par exemple le soutien du revenu et le logement abordable?

On sait que pour bien des personnes âgées vivant dans la communauté, le coût du vieillissement à domicile a augmenté, notamment les dépenses liées aux soins médicaux, au logement et à l'alimentation. Ce coût accru est associé au besoin croissant de services de santé mentale, notamment en ce qui concerne les appareils requis pour recevoir des services virtuels. Les personnes âgées touchant un revenu fixe ont une capacité limitée d'absorber l'augmentation des coûts, et pourraient être forcées de réduire d'autres dépenses. Le stress financier accentué, l'inabordabilité du logement, l'insécurité alimentaire et l'isolement social, combinés au coût élevé de la vie, peuvent avoir des effets négatifs sur la santé mentale des personnes âgées, en particulier celles issues des communautés inuites, métisses et des Premières Nations, des communautés 2SLGBTQ+ et des communautés de nouveaux arrivants.

Les stratégies politiques suivantes permettraient de réduire les écarts en matière d'équité :

- Créer des politiques distinctes en collaboration avec des groupes de population précis;
- Raffermer la gouvernance et l'utilisation des données démographiques pour surveiller les effets sur l'équité;
- Assurer un financement qui soit réparti équitablement, flexible, prévisible et inclusif afin de soutenir les différentes communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes qui répondent à leurs besoins particuliers.

2. De nombreux obstacles entravent l'accès aux soins de santé mentale et à d'autres services, comme le logement abordable, dans les communautés rurales. Ces obstacles sont le manque de ressources, de transport et d'accès à Internet. Existe-t-il des recommandations de fournir davantage de soutien aux communautés rurales de la province?

En 2022, la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) a publié un document d'information intitulé [Répercussions de la COVID-19 sur la santé mentale et l'usage de substances dans les communautés rurales et éloignées](#), qui contient des recommandations stratégiques pour améliorer l'accès partout au Canada. La CSMC poursuit son travail de collaboration avec des communautés, des chercheurs et des organismes communautaires sur la recherche et les politiques liées à la santé mentale dans les régions rurales et éloignées.

3. Comment le gouvernement fédéral peut-il améliorer ses politiques afin de soutenir les immigrants et les réfugiés? L'incertitude, l'isolement, le logement et l'emploi sont autant de difficultés auxquelles les nouveaux arrivants sont confrontés, tout comme le manque d'accès aux services de santé mentale.

Le document d'information explore les répercussions du coût élevé de la vie sur les immigrants et les réfugiés en s'intéressant aux facteurs qui freinent l'accès à un logement abordable et adéquat, à la sécurité alimentaire et à la santé mentale. Les gouvernements à tous les paliers pourraient adopter les stratégies politiques suivantes pour répondre aux besoins des immigrants et des réfugiés : renforcer la collecte de données, accroître le soutien du revenu, intervenir sur les déterminants sociaux de la santé et investir dans les ressources communautaires.

La CSMC a publié plusieurs rapports portant sur l'amélioration des services de santé mentale destinés à ces populations :

- [Améliorer les services en santé mentale pour les immigrants, les réfugiés et les groupes ethnoculturels ou racialisés](#) (résumé disponible en français)
- [Arguments en faveur de la diversité : Favoriser l'amélioration des services de santé mentale pour les immigrants, les réfugiés et les groupes ethnoculturels ou racialisés](#)
- [Appuyer la santé mentale des réfugiés au Canada](#)
- [Les populations d'immigrants, de réfugiés et les groupes ethnoculturels ou racialisés \(IRER\) et les déterminants sociaux de la santé : Examen des données du recensement de 2016](#)

Bon nombre des recommandations stratégiques concernant la santé mentale des immigrants et des réfugiés ainsi que leur accès aux services émises dans ces rapports demeurent d'actualité. La CSMC continue de participer à des initiatives visant à améliorer l'accès aux services de santé mentale pour les populations d'immigrants et de réfugiés, par exemple le projet décrit dans [La thérapie cognitivo-comportementale culturellement adaptée pour les Canadiens d'origine sud-asiatique : une étude de recherche](#).

4. Est-ce qu'un régime universel d'assurance-médicaments aiderait à éliminer certaines répercussions du coût élevé de la vie?

Les détails de la législation sur la nouvelle assurance-médicaments sont en cours de négociation. Plusieurs rapports, dont celui de Toronto Public Health et de l'Institut Wellesley, intitulé [Finding the Way Forward: Equitable Access to Pharmacare in Ontario](#), affirment qu'un régime universel d'assurance-médicaments permettrait de réduire les iniquités en santé pour les personnes vivant dans la pauvreté ou ayant des problèmes de santé. [L'enquête 2023 du Syndicat canadien de la fonction publique](#) a révélé que 7,5 millions de Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments parce qu'ils ne sont pas assurés ou que leur assurance ne couvre pas leurs médicaments, et qu'un million de personnes réduisent leurs dépenses en nourriture et en chauffage pour

payer leurs médicaments. Bien des gens ne détenant pas d'assurance ont également affirmé qu'ils avaient été incapables de faire remplir au moins une ordonnance ou qu'ils n'avaient pas pris leurs médicaments selon la prescription en raison des coûts. Après examen de divers régimes d'assurance-médicaments au Canada, Toronto Public Health et l'Institut Wellesley ont conclu que le modèle de couverture le plus équitable était un régime universel national à payeur unique. Un tel régime permettrait d'atténuer certaines répercussions du coût élevé de la vie, notamment le prix des médicaments et le dilemme entre les médicaments d'ordonnance et d'autres produits de première nécessité.

5. En ce qui concerne les soins de santé mentale privés, la plupart des compagnies d'assurance couvrent seulement les services fournis par des psychologues et des travailleurs sociaux. Serait-il bénéfique que les compagnies d'assurance couvrent tous les services de santé mentale? Est-ce que cela permettrait de réduire les temps d'attente?

La CSMC a publié plusieurs rapports sur la question, notamment [L'assurance-maladie complémentaire en santé mentale dans les milieux de travail canadiens : Perspectives d'employés et d'employeurs](#) et [Options pour améliorer l'accès aux services de counseling, de psychothérapie et de psychologie pour les maladies et les problèmes associés à la santé mentale](#). Traditionnellement, les assureurs privés couvrent les services de santé mentale fournis par les psychologues et les travailleurs sociaux, mais de plus en plus, les services prodigués par d'autres praticiens sont admissibles à la couverture des régimes privés d'assurance-maladie complémentaire (AMC) (p. 4).¹ En outre, de nombreuses entreprises et organisations ont élargi leur couverture des services fournis par des professionnels de la santé. Il pourrait aussi être utile de bonifier les programmes offerts en milieu de travail afin d'y inclure des formations sur la santé mentale, des normes sur la sécurité psychologique et des initiatives de soutien par les pairs.

Bien que les régimes d'AMC liés à l'emploi jouent un rôle crucial pour améliorer l'accessibilité des services de santé mentale pour de nombreuses personnes vivant au Canada, ils demeurent souvent insuffisants pour combler les besoins des gens en matière de couverture. Les associations psychologiques provinciales estiment que les clients paient de leur poche les services psychologiques qu'ils reçoivent entre 5 et 39 p. 100 du temps (p. 4)¹. De plus, de nombreux travailleurs canadiens n'ont pas accès à des régimes d'AMC, notamment ceux qui travaillent à forfait, à temps partiel ou pour des petites entreprises.

¹Commission de la santé mentale du Canada et Société canadienne de psychologie. *L'assurance-maladie complémentaire en santé mentale dans les milieux de travail canadiens : Perspectives d'employés et d'employeurs* [rapport de recherche], 2022. <https://commissionsantementale.ca/wp-content/uploads/2022/05/Lassurance-maladie-complementaire-en-sante-mentale-dans-les-milieux-de-travail-canadiens-Perspectives-demployes-et-demployeurs-rapport-de-recherche.pdf>

En résumé, il est important de continuer à bonifier les régimes d'avantages sociaux des employeurs et les programmes offerts en milieu de travail, qui sont des ressources essentielles au sein du système de santé mentale. Toutefois, des améliorations devront être effectuées autant dans le secteur privé que public pour que la population canadienne puisse obtenir des services de santé mentale en temps opportun.



Commission de
la santé mentale
du Canada

Mental Health
Commission
of Canada

Commission de la santé mentale du Canada, 2024

350, rue Albert, bureau 1210

Ottawa (Ontario) K1R 1A4

Tél. : 613.683.3755

Télééc. : 613.798.2989

 @CSMC_MHCC  /theMHCC

 /1MHCC  @theMHCC

 /Mental Health Commission of Canada

 /theMHCC